

« RACES » ET CLASSE OUVRIÈRE AUX ÉTATS-UNIS

AUX ÉTATS-UNIS, COMME PARTOUT AILLEURS, LA DISCRIMINATION RACIALE DOIT ÊTRE POSÉE ET COMPRISE DANS LE CADRE DE LA CONDITION PROLÉTARIENNE. ELLE DOIT ÊTRE COMBATTUE AVEC LES MOYENS DE LA LUTTE DE CLASSE CONTRE LE CAPITALISME ET SON ÉTAT

« Ce qui est primordial, c'est que chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais, en qui il voit un concurrent qui dégrade son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se sent membre de la nation dominante et devient ainsi un instrument que les aristocrates et capitalistes de son pays utilisent contre l'Irlande. Ce faisant, il renforce leur domination sur lui-même. Il se berce de préjugés religieux, sociaux et nationaux contre les travailleurs irlandais. Il se comporte à peu près comme les Blancs pauvres vis-à-vis des Nègres dans les anciens États esclavagistes des États-Unis. L'Irlandais lui rend avec intérêt la monnaie de sa pièce. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois un complice et un instrument stupide de la domination anglaise en Irlande¹. » Karl Marx, Lettre à Siegfried Mayer et August Vogt, 1870.

Le mouvement de rébellion contre les violences policières du printemps 2020, aux États-Unis, abusivement confisqué par la nébuleuse BLM (*Black Lives Matter*) a posé une nouvelle fois la question de la place qu'y occupe, aujourd'hui, la discrimination raciale des Noirs. Ce texte cherche à déterminer si l'oppression spécifique qui frappe ce segment de la population est l'un des facteurs décisifs de la domination du capital dans le pays capitaliste le plus avancé de la planète. Poser la question dans ces termes ne revient pas à dire que la société civile américaine et l'État ne seraient plus « racistes » car le racisme anti-Noir - et le racisme tout court - sont toujours bien présents aux États-Unis comme partout ailleurs. En effet, si le capital dans son mouvement d'accumulation tend systématiquement à grossir les rangs du salariat, sa seule source de nouvelle valeur, par-delà les distinctions de sexe, d'origine, de religion et de couleur de la peau, il s'en sert régulièrement quand ces distinctions peuvent être transformées en autant de divisions affaiblissant la perspective d'une politique révolutionnaire autonome de la classe des producteurs de valeur, donc du prolétariat.

En revenant aux États-Unis d'aujourd'hui, la discrimination raciale vis-à-vis des Noirs² n'est pas, à notre avis, un élément central de l'exercice de la domination du capital et encore moins l'une des

¹ Lettre à Siegfried Mayer et August Vogt, 9 avril 1870, in Karl Marx et Friedrich Engels, *Correspondance*, t. XI, 1870-1871, Paris, Éditions sociales, 1985.

² Nous sommes pleinement conscients que les catégories raciales couramment utilisées aux États-Unis (comme les catégories raciales partout ailleurs) sont socialement construites. Nous pourrions toutes les mettre entre guillemets, mais nous ne le faisons pas, uniquement pour des raisons de lisibilité. Dans le même temps, il convient de faire preuve de prudence lorsqu'on traite des statistiques relatives à la « race » dans la société américaine. Les racistes, les militants antiracistes, les responsables de la diversité dans les entreprises et le Bureau du recensement des États-Unis n'utilisent pas toujours les mêmes catégories. Par exemple, le Bureau du recensement ne classe pas « Latino » comme une race, il considère simplement « hispanique » comme une « origine ». Il définit également le terme « Noir » comme signifiant « une personne ayant des origines dans l'un des groupes raciaux noirs d'Afrique », sans faire aucune référence à la « règle de la goutte » héritée de l'esclavage – une personne peut avoir des ancêtres principalement européens mais être considérée comme noire si elle a une « goutte » de « sang » africain. Il en va de même pour les Amérindiens. Pour la première fois, lors du recensement de 2000, les individus ont eu la possibilité de s'identifier à plus d'une race. Et « la réponse d'une personne à la question sur la race est basée sur l'auto-identification. Le Census Bureau ne dit pas aux individus quelles cases cocher ou quel héritage inscrire ». Voir : <https://www.census.gov/topics/population/race/about.html>

fondations actuelles de la société civile et de l'État de ce pays. Elle l'a pourtant été jusqu'aux années 1970 avant d'être balayée par le formidable mouvement des droits civiques des années 1960 qui est parvenu à éliminer les lois sur la ségrégation raciale bien enracinées dans le régime esclavagiste du siècle précédent. Certes, les communistes savent bien qu'il ne suffit pas de retirer des lois pour changer les choses et que la concurrence au sein du prolétariat entretenue par le capitalisme régénère sans cesse des antagonismes – dont la discrimination raciale fait partie – entre les secteurs qui le composent.

Mais c'est là, précisément, dans la compétition permanente entre prolétaires alimentée par l'exploitation, qu'il faut rechercher l'origine des comportements et des actions contre les Noirs aujourd'hui. Si ceci est vrai, la discrimination raciale comme toutes les autres expressions de cette concurrence au sein des classes subalternes (discriminations sur la base du sexe, de l'origine, de la religion, etc.) doivent être combattues par les moyens de la lutte de classe qui visent à constituer le prolétariat en classe indépendante, antagonique au capital.

Ce texte montre que la discrimination qui frappe les Noirs ne les cible pas tant en raison de leur couleur de la peau mais parce qu'ils sont « surreprésentés » parmi les plus pauvres. Les Noirs qui subissent de plein fouet le racisme sont ceux issus des quartiers « malfamés », « dangereux », ceux qui ont fait de la prison, ceux qui « ne présentent pas bien », ceux qui ont un trop faible niveau d'instruction, ceux qui sont réfractaires à la discipline du travail, etc. Ce type de rejet, de volonté d'exclusion, de ségrégation sociale, ne s'applique pas qu'aux Noirs. Loin s'en faut. Elle existe partout dans le monde et frappe toutes les couleurs de peau, toutes les appartenances religieuses, toutes les origines culturelles ou géographiques, et avant tout toutes les femmes.

Ce texte explique aussi qu'aujourd'hui le capital aux États-Unis se veut « antiraciste » car, tout simplement, l'exercice systématique de la discrimination raciale visant les Noirs constituerait une entrave à son procès de valorisation et de réalisation de la valeur. Les prolétaires noirs sont indispensables à la production et sont une composante à ne pas négliger des consommateurs.

Un mouvement antiraciste contre la police mais en défense de l'État...

Les bavures policières sont fréquentes aux États-Unis. Depuis la longue révolte de 1965-1968, elles donnent lieu à des affrontements sporadiques qui ne se transforment pas en émeutes à l'exception près de celles, en avril-mai 1992, qui ont suivi l'acquiescement des policiers ayant tabassé Rodney King, en mars 1991, à Los Angeles³, de l'assassinat d'Oscar Grant par un garde de la compagnie de métro, le BART, le 1^{er} janvier 2009, à Oakland⁴, et l'assassinat de Michael Brown à Ferguson en août 2014⁵. L'assassinat de George Floyd, le 25 mai 2020 à Minneapolis, a déclenché un mouvement contre les bavures policières, la police et le racisme qui a encore engendré des nouveaux meurtres de Noirs⁶. Le mouvement a duré, après son moment fort en juin, jusqu'en octobre et a compté, au total, 5 750 manifestations sur tout le territoire américain et dans des villes de toutes tailles. La journée du 31 mai a vu 450 000 personnes descendre dans la rue et celle du 6 juin, 500 000⁷ 8. Un trait important de ces actions collectives à souligner a été la participation massive des Blancs et des Hispaniques. Dans leur grande majorité les défilés se sont déroulés sans incidents notables. Ce mouvement a donc été d'une ampleur inédite depuis les années 1960 tant par sa durée que par son extension territoriale. Il s'est

³ Voir : http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Reviews/rmc_4_los_angeles_1.pdf et les autres PDF.

⁴ Voir : <https://observers.france24.com/fr/20100709-oscar-grant-jeune-noir-tue-policier-fait-toujours-bouillir-oakland-etats-unis>

⁵ Une annexe sur les événements de Ferguson est disponible ici : <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/Ferguson%20vF.pdf>.

⁶ Atlanta, Kenosha, Waukegan ou encore Philadelphie.

⁷ Voir : <https://www.nytimes.com/interactive/2020/07/03/us/george-floyd-protests-crowd-size.html> Cet article ne contient pas des listes précises de manifestations ni de nombre de manifestants par journée.

⁸ Voir : <https://acleddata.com/2020/09/03/demonstrations-political-violence-in-america-new-data-for-summer-2020/>

pourtant affaibli progressivement. Ses participants exigeaient plus de « justice » et l'arrêt des bavures policières.

Dans plusieurs grandes villes (Minneapolis, Seattle, Portland, etc.) les protestataires ont adopté le mot d'ordre « *Defund the police* » (supprimer ou réduire le budget de la police). Une revendication qui explicite en soi le périmètre politique dans lequel s'est situé ce mouvement. La plupart de ses militants ont choisi de camper dans le cadre de la dialectique démocratique de l'État, sans exprimer des pratiques politiques d'organisation autonome, capables de tracer les premières lignes d'un autre ordre social que celui du capital.

Les mouvements démocratiques qui ne sont pas en mesure de transcroître en abandonnant dans leur développement les illusions démocratiques bourgeoises, en bâtissant concrètement et par le combat contre les forces de la conservation et de l'ordre des espaces de liberté individuelle et collective se vouent définitivement à la subalternité en s'exposant à l'intégration par les différents corps intermédiaires de l'État, politiques, associatifs ou syndicaux. Les seuls mouvements libertaires qui ont une chance de garder leur indépendance sont ceux qui ne demandent rien à l'État, qui savent imposer leurs propres revendications et qui reconnaissent en le prolétariat l'acteur de toute véritable transformation révolutionnaire de la société.

Demander l'éloignement de la police des quartiers pauvres, exiger le licenciement des policiers les plus violents, etc. n'est par ailleurs pas une solution pour les sans-réserves qui vivent dans des zones d'habitats dégradés. Pour rendre leur existence plus viable, il faudrait aussi que les polices informelles (dealers, trafiquants, gangs en tous genres) qui tiennent ces quartiers en coupe réglée et qui rivalisent de violence anti-prolétarienne et de barbarie avec les milices de l'État soient neutralisées à leur tour. En cas contraire, on court le risque (comme c'est déjà le cas dans bon nombre de quartiers dits à risque des métropoles du capital du monde entier) que des secteurs importants des populations les plus pauvres agglutinées dans ces habitats concentrationnaires se tournent vers les défenseurs « officiels » de la loi et de l'ordre existant, donc vers la police et ses supplétifs légaux. Des exemples récents (Seattle, Minneapolis et Portland⁹) montrent que le retrait de ces derniers des quartiers « sensibles » s'est soldé par l'accroissement des agressions envers les habitants. Particulièrement visés, les commerçants font appel à des gardes privés renforçant ainsi la militarisation de ces territoires. Seule une organisation prolétarienne ample et militante pourrait casser ce cercle vicieux en instaurant un autre ordre, voué à la défense des prolétaires contre toutes sortes de troupes ennemies, des flics aux gangs en passant par les milices privées.

BLM, un empilement d'idées anti-ouvrières¹⁰

Expression d'une saine colère contre les agissements des forces de répression, il s'est néanmoins agi d'un mouvement démocratique d'une rare faiblesse politique et mal structuré. Un mouvement que les médias ont voulu attribuer exclusivement à la nébuleuse BLM. Par-delà ses divergences internes, BLM prétend corriger les excès de la dictature du capital en défendant la démocratie américaine par l'application de la Constitution. L'État, son monopole de la violence, ne sont jamais remis en cause. BLM a bien servi la campagne du candidat démocrate à la présidence des États-Unis, et le Parti démocrate en général, tout en aiguillonnant la mobilisation des partisans de Trump autour de la défense « de la loi et de l'ordre ». La question de l'exploitation capitaliste, de l'appartenance de classe, n'occupe aucune place significative au sein de BLM.

Ce conglomérat de cercles locaux très hétérogènes, mais à direction centralisée, exprime une idéologie partagée : le refus de la notion de classe et, par-là, de la lutte des classes. Ce rejet est allé jusqu'à

⁹ Voir l'article « *Abolish the Police? Those Who Survived the Chaos in Seattle Aren't So Sure* », paru le 7 août 2020, dans le *New York Times* in <https://www.nytimes.com/2020/08/07/us/defund-police-seattle-protests.html>

¹⁰ Une annexe regroupant le détail de la pratique et des positions du conglomérat BLM est disponible ici : <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/BLM%20VF.pdf>.

stigmatiser des intellectuels noirs qui ont juste rappelé la dimension de classe de la condition des Noirs pauvres¹¹. Les Noirs sont présentés, par BLM, comme un groupe homogène sans contradictions en son sein, défini par une oppression fondamentale de type racial, issue directement de la période esclavagiste. Sur ces éléments liminaires d'appréciation se greffent des développements idéologiques plus sophistiqués élaborés autour de concepts tels le capitalisme « racisé », la blancheur et autre intersectionnalité. On traitera de cela plus loin dans le texte¹².

« *Le mouvement Black Lives Matter exige que le pays affirme la valeur de la vie des Noirs de manière pratique et pragmatique, notamment en s'attaquant à l'écart croissant entre les richesses des différentes races, en réparant les écoles publiques en difficulté, en luttant contre les problèmes d'inégalité de logement et d'embourgeoisement qui continuent à pousser les personnes de couleur hors des communautés dans lesquelles elles vivent depuis des générations, et en démantelant le complexe industriel carcéral. Rien de tout cela n'est lié à la haine de la vie blanche. Il s'agit de reconnaître que le système traite déjà les vies blanches comme si elles avaient plus de valeur, comme si elles étaient plus dignes de protection, de sécurité, d'éducation et de bonne qualité de vie que les vies noires* » 11 *Major Misconceptions About the Black Lives Matter Movement*¹³.

L'idée de fond est que le « système » dessert les Noirs et favorise les Blancs dans tous les domaines de la vie. Dans sa lettre à W. Borgius du 25 janvier 1894, Friedrich Engels affirme : « *Nous considérons les conditions économiques comme conditionnant en dernière instance le développement historique. Mais la race est elle-même un facteur économique*¹⁴ ». Mais, comme le remarque Amadeo Bordiga dans son « *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*¹⁵ », si « *la race a été un facteur économique plus décisif dans les gens préhistoriques* », c'est « *la nation, entité beaucoup plus complexe, [qui l'est] dans le monde contemporain*¹⁶ ». La question centrale est ainsi de savoir d'abord si les Noirs sont des « *citoyens de seconde zone* », s'ils sont les seuls à pâtir de discriminations et, ensuite, si la forme d'oppression qu'ils subissent est aujourd'hui comparable à celle de l'époque de l'esclavagisme moderne issu de la colonisation, et est encore fonctionnelle au mode de production capitaliste dans l'aire nord-américaine.

La situation présente des Noirs aux États-Unis

Pour étayer notre propos, nous avons tenté de photographier la situation des Noirs aujourd'hui. On trouve ici une synthèse de leur condition au sein des administrations, des corps intermédiaires de l'État, de la société civile, sur le marché du travail, dans les entreprises, etc.

Ségrégation légalisée

L'État fédéral a aboli les lois ségrégationnistes, même s'il a fallu près d'un siècle pour cela. Le 2 juillet 1964, le président Lyndon B. Johnson signait la loi historique sur les droits civiques qui abolit la ségrégation raciale et les pratiques discriminatoires. Les luttes contre les discriminations raciales des années 1960 qui visaient à faire sauter la discrimination légalisée ont réussi. Cependant l'application de la

¹¹ https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2020/09/18/thomas-chatterton-williams-glenn-loury-coleman-hughes-les-anticonformistes-de-l-antiracisme_6052654_4500055.html

¹² Autre caractéristique de BLM : l'instrumentalisation de la religion. Selon un article de *The Conversation* (« *Far from being anti-religious, faith and spirituality run deep in Black Lives Matter* ») paru le 14 septembre 2020, (<https://theconversation.com/far-from-being-anti-religious-faith-and-spirituality-run-deep-in-black-lives-matter-145610>), BLM baigne dans la bienveillance, le bouddhisme, la religion animiste et la résilience. Citée dans l'article, Erika Gault, chercheuse à l'Université d'Arizona, rappelle qu'avec BLM, « *nous voyons en fait plus de religion, et non moins* » en soulignant que « *l'Église noire n'est pas le seul puits religieux dans lequel les mouvements noirs ont historiquement puisé* ».

¹³ Voir : <https://richmondpledge.org/wp-content/uploads/11-Major-Misconceptions-About-the-Black-Lives-Matter-Movement.pdf>

¹⁴ Voir : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1894/01/18940125.htm>

¹⁵ Publié, en 1953, dans *Programma comunista* n° 16, 17, 18, 19 et 20.

¹⁶ Voir : <http://www.sinistra.net/lib/bas/progra/vako/vakomfidif.htm>

loi par des juges, des policiers, etc. est à géométrie variable. S'ils n'ont pas de faculté législative, les comtés peuvent interpréter la loi à leur guise.

Ainsi, les États fédérés n'ont pas supprimé systématiquement et d'une façon synchrone leurs propres lois ségrégationnistes. Par exemple, la section 256¹⁷ de la Constitution de l'Alabama stipule toujours : « *Des écoles séparées seront prévues pour les enfants blancs et ceux de couleur, et aucun enfant d'une race ne sera autorisé à fréquenter une école de l'autre race* » – une disposition invalidée par le droit fédéral¹⁸ depuis une décision jurisprudentielle de 1954 de la Cour suprême (*Brown vs Board of Education*). Deux tentatives de l'abolir, en 2004 et 2012, ont échoué¹⁹.

Ségrégation dans les administrations

Il n'y a pas de discrimination à l'emploi pour les Noirs y compris dans les administrations. Rappelons l'exemple souvent cité de Colin Powell, général quatre étoiles et républicain, commandant du corps d'intervention lors de la guerre en Irak. Mais ce général n'est pas l'arbre qui cacherait la forêt. Les statistiques montrent que les Noirs dans les corps d'armée y sont plus représentés que leur part dans la population, y compris chez les officiers²⁰. Dans la police, les Noirs sont plus représentés que dans l'ensemble de la population dans plusieurs grandes villes telles que Chicago, Washington, Atlanta, Los Angeles. Mais partout ailleurs, ce sont les Blancs qui sont systématiquement surreprésentés dans la police (25 % en moyenne de plus que leur part dans la population concernée) et ce sont les Asiatiques qui sont systématiquement sous-représentés²¹.

Un marché du travail segmenté

Les statistiques indiquent des salaires inférieurs pour les Noirs dans toutes les catégories d'emploi. Le différentiel existe aussi pour les femmes noires bien qu'elles ne soient pas au plus bas de l'échelle. Alors qu'aux États-Unis, les femmes en général engrangent environ 80 cents pour chaque dollar gagné par les hommes, les femmes noires sont rémunérées à hauteur de 62 cents, les Amérindiennes, 57 cents, et les Hispaniques, 54 cents.²² Mais il ne faut pas oublier que près du quart des Noirs sont rémunérés comme leurs homologues blancs (27,3 % des familles noires ont déclaré un revenu annuel compris entre 25 000 et 50 000 \$, que 15,2 % de leurs foyers ont affiché des revenus annuels compris entre 50 000 et 75 000 \$, 7,6 % entre 75 000 et 100 000 \$, and 9,4 % plus de 100,000 \$²³. Autant dire qu'un tiers des ménages noirs ne vit pas dans la pauvreté et le dénuement.

Dans les nouvelles usines automobiles du Sud, « non-syndiquées » (Mercedes dans l'Alabama, BMW en Caroline du Sud, etc.), sur les chaînes la proportion Blancs/Noirs est équitablement répartie. Les femmes sont nombreuses dans les ateliers.

Au MTA (transports publics de New York), les Noirs ont eu accès à des programmes spécifiques d'embauche après 1970. Si bien que sur les chantiers de maintenance, les contremaîtres sont très majoritairement noirs et les sous-traitants de toutes les couleurs. Aujourd'hui, les Noirs constituent 40 % de la force de travail de cette grande entreprise²⁴.

¹⁷ Voir : <https://law.justia.com/constitution/alabama/CA-245806.html>

¹⁸ Ce qui n'a pas pour autant mis fin aux efforts ségrégationnistes dans le système scolaire. Voir par exemple le cas du comté de Jefferson, toujours en Alabama : <https://www.nytimes.com/2017/09/06/magazine/the-resegregation-of-jefferson-county.html>

¹⁹ Voir : <https://ejournal.org/news/history-racial-injustice-school-segregation-in-alabama/>

²⁰ Voir : <https://www.cfr.org/backgrounders/demographics-us-military> et surtout <https://www.militaryonesource.mil/data-research-and-statistics/military-community-demographics/2018-demographics-profile/>

²¹ Voir : <https://www.governing.com/archive/police-department-officer-demographics-minority-representation.html>

²² Voir : <https://www.forbes.com/sites/sfrost/2020/06/03/black-lives-matter-if-youre-white-pass-the-mic/?sh=3318db816945>

²³ Voir : <https://www.census.gov/programs-surveys/decennial-census/decade.2010.html>

²⁴ Voir : http://web.mta.info/mta/news/books/archive/190225_1530_Diversity.pdf

Le *Local 10* de l'ILWU (*International Longshoremen & Warehouse Union*. Syndicat des dockers et des travailleurs des entrepôts), représentant les ouvriers des ports de la baie de San Francisco, est à majorité noire²⁵.

Lors de la grève chez GM, en septembre 2019, plusieurs vidéos tournées dans diverses usines de l'Ohio montrent une composition de classe mixte avec les délégués des *Local UAW* à parité Noirs et Blancs²⁶. L'UAW a une longue histoire d'intégration des ouvriers noirs²⁷ et a même un nouveau président noir²⁸.

De nombreuses entreprises de la Silicon Valley (Apple, Google, etc.) ont adopté des programmes de recrutement de « *colored people* », mais peinent à trouver les profils adéquats à leurs besoins.

La différence d'employabilité entre les Blancs, Noirs, Hispaniques, Asiatiques, etc., est en fait à mettre davantage sur le compte d'une formation par trop différenciée vis-à-vis des besoins du marché du travail. Disparité des formations imputable directement aux conditions matérielles d'existence de ces différentes populations (coût élevé des études, environnements peu ou pas propices aux études dans les quartiers pauvres, chômage, familles monoparentales, etc.) plutôt qu'au racisme ciblant tel ou tel groupe.

L'accès à la formation en retrait

D'après le *Civil Rights Project* de l'université Harvard, animé par Gary Oldfield, la déségrégation réelle des écoles publiques aux États-Unis a plafonné en 1988. Depuis, les écoles sont devenues, dans les faits, plus séparées. En 2005, la proportion d'élèves noirs dans des écoles majoritairement blanches est « à un niveau plus bas que celui de n'importe quelle année depuis 1968 » ... « Dans 15 000 établissements aux États-Unis, 75 % des enfants, ou plus, sont Afro-Américains ou Hispaniques. Ces écoles sont dans les zones déshéritées et, pour les enfants, c'est un handicap multiple »... « Selon l'étude du GAO – U.S. Government Accountability Office –, l'organisme d'audit, d'évaluation et d'investigation du Congrès des États-Unis -, la proportion des élèves très pauvres, à majorité noire et latino-américaine, s'est envolée depuis 2001. Le nombre d'élèves noirs et latinos inscrits dans des écoles publiques de la maternelle à la 12^e année, où les ressources sont rares, où 75 % à 100 % des élèves ont droit à un repas à prix réduit, a augmenté de 11 % entre 2001 et 2014 » Et enfin « Les quatre États les plus ségrégués pour les élèves noirs sont l'État de New York, le Michigan, l'Illinois et la Californie. À New York, seul un élève noir sur sept va dans une école à prédominance blanche.²⁹ » Pour les Universités, ce constat d'inversion est le même : si, depuis 1964, de plus en plus d'universités « blanches » avaient ouvert leurs portes à un nombre croissant d'étudiants noirs, ceci s'est inversée à partir de 1990³⁰.

L'espérance de vie s'améliore mais la situation sanitaire reste critique

De 1950 à 2015, l'espérance de vie des Noirs a davantage augmenté que celle des Blancs tant pour les hommes (de 66,5 à 76,6 ans pour les Blancs et de 59,1 à 72,2 ans pour les Noirs) que pour les femmes (de 72,2 à 81,3 ans pour les Blanches et de 62,9 à 78,5 ans pour les Noires)³¹. Rappelons que les citoyens des États-Unis ont une espérance de vie de 78,7 ans, en 2016, contre 83,9 ans pour le Japon et 82,2 ans pour la France.

La situation sanitaire dans les quartiers majoritairement noirs est bien documentée Prenons le cas de la capitale fédérale, Washington. Quels y sont les principaux facteurs de mortalité ? Les auteurs

²⁵ L'ILWU organise les dockers des 29 ports de la côte ouest des États-Unis avec un seul contrat garantissant les salaires ouvriers les plus élevés des États-Unis.

²⁶ Voir :

<https://www.bing.com/images/search?q=gm+strike+2019&qpvt=GM+strike+2019&form=IQFRML&first=1&scenar io=ImageHoverTitle>

²⁷ Voir : <https://uaw.org/tag/black-history-month/>

²⁸ Voir : <https://atlantatribune.com/2019/11/05/uaw-makes-history-elects-first-black-president-rory-gamble/>

²⁹ Voir : <https://www.thenation.com/article/archive/overcoming-apartheid>

³⁰ Voir : <https://www.washingtonpost.com/blogs/govbeat/wp/2014/05/15/the-most-segregated-schools-may-not-be-in-the-states-you-d-expect-2/>

³¹ Voir : Carto n°62, novembre-décembre 2020, page 18.

répondent « *les maladies cardiaques, l'hypertension, le diabète, la tuberculose et le VIH/sida, ainsi que le problème de la mortalité infantile et du faible poids à la naissance, qui peuvent aggraver les problèmes de santé à l'âge adulte. Les Afro-Américains pauvres qui vivent dans la ville ont littéralement incarné l'évolution des inégalités, puisqu'ils souffrent et meurent de ces maladies mortelles en nombre largement disproportionné par rapport aux résidents blancs. Le taux de pauvreté du district de Columbia était de 20 % en l'an 2000. Aussi limité et inexact que soit le seuil de pauvreté défini par le gouvernement, il brosse encore un tableau alarmant de la pauvreté dans la capitale, surtout lorsqu'il est ventilé par quartiers. En 2000, le district 8 avait le taux de pauvreté le plus élevé : 36 %, contre 27 % en 1990. Les données historiques sont encore plus alarmantes, car elles montrent que si le taux de pauvreté est passé de 75 % en 1949 à 30 % en 1974, dans les quartiers les plus pauvres, la pauvreté est restée au même niveau qu'en 1961, se maintenant à 34 % à partir de 1981 et continuant à s'aggraver et à se concentrer.* » Et encore : « *Les femmes afro-américaines d'une vingtaine d'années peuvent s'attendre à ce que leur santé se détériore rapidement au cours de leur vie. Par exemple, entre quinze et dix-neuf ans, les Afro-Américaines et les Blanches souffrent de taux d'hypertension similaires. Mais lorsqu'ils ont entre vingt-cinq et vingt-neuf ans, les taux d'anémie, de pneumonie et de maladies cardiaques des Afro-Américains sont six fois supérieurs à ceux des Blancs.*³² ».

Les conditions de santé dégradées ne concernent pas seulement les Noirs pauvres qui vivent dans les grandes villes. Elles sont également le lot de ceux qui résident dans les campagnes de Géorgie où la moitié d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté³³. Pauvreté et mauvaise santé marchent de concert³⁴. Toutefois, les Blancs pauvres sont logés à la même enseigne que leurs pairs noirs. La pauvreté est ainsi le facteur déterminant d'une mauvaise santé et pas la couleur de la peau. Simplement, les Noirs sont surreprésentés dans les catégories de la population les plus démunies.

Les Noirs ont été proportionnellement trois fois plus touchés que les Blancs par l'épidémie de Covid (ainsi que les Hispaniques et les Amérindiens³⁵). Les lieux de vie insalubres, les espaces exigus dont ils disposent dans leurs logements, le manque d'information mais aussi la forte représentation de Noirs parmi les travailleurs de la santé en sont les causes.

La question centrale du logement

La capacité d'accès à la propriété du logement est sensiblement inférieure chez les Noirs que chez les Blancs non hispaniques. Plus de quatre foyers noirs sur dix sont propriétaires de leur logement (pourcentage légèrement inférieur à celui des Hispaniques), contre environ trois foyers sur quatre pour les Blancs³⁶. Même si la population en général – et la population ouvrière en particulier – est plus mobile³⁷ aux États-Unis qu'en Europe et même si les nouvelles vagues d'immigration modifient la composition « ethnique » des quartiers des grandes villes et de leurs banlieues, la mixité y reste faible, surtout dans les quartiers traditionnellement habités par les Noirs. Les Blancs tendent à fuir ces quartiers. Et ce notamment en raison avant tout de la mixité à l'école où l'arrivée de jeunes noirs est associée à l'idée de la délinquance. La provenance de quartiers pauvres considérés comme « sensibles » est souvent la cause de la discrimination à l'embauche des Noirs. Mais ce handicap n'affecte pas seulement les Noirs et concerne tous les pays. En France, par exemple, les patrons sont réticents à employer les résidents des quartiers

³² Voir : (sous la direction de) Kenneth I. Kusmer et Joe W. Trotter « *African American urban history since world war II* » The University of Chicago press (Chicago and London), notamment pages 143 à 169.

³³ Voir : <https://news.uga.edu/exploring-health-risks-of-poverty-racial-discrimination/>

³⁴ Voir : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1470539/>

³⁵ Voir : <https://www.usnews.com/news/health-news/articles/2020-12-10/covid-mortality-twice-as-high-among-native-americans-than-whites>

³⁶ Voir : <https://www.census.gov/housing/hvs/files/currenthvspress.pdf>

³⁷ Ce qui ne veut pas dire que cette mobilité est répandue de façon égale, y compris parmi la classe ouvrière blanche. Joan C. Williams (dans son livre « *La Classe ouvrière blanche* » in <https://www.editionsunes.fr/catalogue/joan-c-williams/>) indique que, dans les secteurs victimes de la désindustrialisation, les ouvriers blancs restent sur place pour bénéficier des réseaux de solidarité familiaux et de voisinage.

« mal famés » comme celui de la Grande Borne à Grigny, en banlieue parisienne ; et ce qu'ils se prénomment Adama, Mohamed ou Francis.

La police et la criminalité³⁸

Les Noirs sont plus exposés aux violences policières que les Blancs, les Hispaniques ou toute autres fractions « colorée » de la population. S'il y a davantage de Noirs assassinés par les forces de répression, cela est dû au racisme mais également à leur participation plus importante aux activités de l'économie dite criminelle comme en témoignent les statistiques de la justice. Ce taux plus élevé de Noirs pauvres dans ce secteur d'activité s'explique essentiellement par leur condition : chômage, pauvreté, ségrégation territoriale, familles monoparentales, scolarisation insuffisante. Cette condition alimente une certaine « culture » de la criminalité qui contribue à pérenniser la situation. Aussi la violence que subissent les Noirs³⁹ est davantage le fait d'autres Noirs (perpétrée au sein de la famille ou par les gangs) que des Blancs et de la police. En témoignent les données des meurtres interraciaux⁴⁰ et les homicides par arme à feu, où les États-Unis détiennent la première place au monde⁴¹.

La justice et la discrimination

La majorité des prisonniers est constituée par des détenus « de couleur » avec une surreprésentation des Noirs et des Hispaniques⁴². Près de 70 % des personnes incarcérées le sont pour des crimes liés au trafic de drogues. Et, derrière les barreaux, on trouve encore des pratiques ségrégationnistes. « *La Cour suprême des États-Unis, en février 2005, dans Johnson v. California (125 S. Ct. 1141), a statué que la pratique informelle de la ségrégation raciale à l'égard des prisonniers détenus dans des établissements de la Californie – ségrégation que la Californie affirmait pratiquer pour la sécurité des détenus (les gangs de Californie, comme ceux du reste des États-Unis, étant habituellement organisés en fonction des races) – est assujettie à une mesure judiciaire. Bien que la Cour ait renvoyé le dossier à la juridiction inférieure, il est probable que sa décision aura pour effet d'obliger la Californie à modifier sa politique de ségrégation dans ses centres de détention.* »⁴³

Il s'agissait d'une ségrégation qui, selon les autorités pénitentiaires, était destinée à assurer la sécurité personnelle des détenus – les gangs californiens, comme dans le reste des États-Unis, étant généralement organisés selon des critères raciaux. Bien que la Cour ait renvoyé l'affaire devant une juridiction inférieure, sa décision a eu pour effet de contraindre la Californie à modifier sa politique en matière de ségrégation et celle-ci a finalement été abolie en octobre 2014. Cependant, la ségrégation au nom de la prévention de la violence liée aux gangs se poursuit sous diverses formes dans les prisons américaines, et la culture carcérale elle-même est fortement marquée par la ségrégation raciale, exprimant sous une forme plus extrême les divisions observées dans la société civile américaine « à l'extérieur »⁴⁴.

La société civile encore labourée par le racisme

La société civile américaine est encore labourée par le racisme anti-Noir. Les mariages mixtes restent rares malgré l'abolition, dans les États du Sud, en 1967, de leur interdiction⁴⁵. Si les Noirs ont

³⁸ Voir : <https://mappingpoliceviolence.org/cities>

³⁹ Voir : <https://www.cdc.gov/violenceprevention/datasources/nvdrs/index.html> et <https://www.statista.com/statistics/251877/murder-victims-in-the-us-by-race-ethnicity-and-gender/>

⁴⁰ *Criminal Victimization, 2018: Full report* in <https://www.bjs.gov/index.cfm?ty=pbdetail&iid=6686>

⁴¹ Voir : <https://everytownresearch.org/report/gun-violence-in-america/>

⁴² Voir : https://www.uscc.gov/sites/default/files/pdf/research-and-publications/quick-facts/BOP_June2020.pdf

⁴³ Voir : <https://www.courtlistener.com/opinion/137748/johnson-v-california/>

⁴⁴ Quelques témoignages de prisonniers sur le sujet : <https://www.themarshallproject.org/2017/08/24/prison-is-a-real-life-example-of-the-world-white-supremacists-want>

⁴⁵ Homme blanc/femme noire : 0,3 % et homme noir/femme blanche : 0,8 % Voir :

<https://www.census.gov/library/stories/2018/07/interracial-marriages.html> Même si leur nombre augmente régulièrement, passant de 167 000, en 1980, à 550 000, en 2009.

plutôt progressé dans l'échelle sociale et de la discrimination raciale n'est plus formalisée par la loi, la société civile reste polarisée⁴⁶ et l'identification par la race reste forte. C'est le paradoxe des États-Unis, où la population en général et les prolétaires en particulier se définissent en premier par la race en dépit de la généralisation du salariat et de la chute des barrières légales à l'égalité face au droit.

Le capital avancé « antiraciste »

Le capitalisme aux États-Unis (comme ailleurs) n'est pas raciste, ni antiraciste. Il est tout simplement capable d'exploiter tour à tour les différentes divisions et fractures existantes au sein de la classe dominée pour assurer la valorisation du capital. Aujourd'hui, pour les secteurs avancés du capital, ceux à composition technique plus élevée et bien présents sur le marché mondial, la discrimination raciale n'est plus utile. Elle est même jugée contre-productive. Le soutien des géants de la high-tech⁴⁷ et avant tout des GAFAM⁴⁸ à BLM est une réalité qui ne doit pas être oubliée.

« Le PDG d'Apple, Tim Cook, a donné le coup d'envoi de la conférence mondiale des développeurs de cette année en évoquant deux événements majeurs qui touchent le monde en ce moment : le mouvement Black Lives Matter et la pandémie mondiale de coronavirus. M. Cook a déclaré lundi qu'il était temps pour les États-Unis de "viser plus haut pour construire un avenir à la hauteur de nos idéaux d'égalité" – et de passer à l'action. Il a souligné l'initiative d'Apple en matière d'équité et de justice raciale, qui distribuera 100 millions de dollars pour "lutter contre les obstacles systémiques qui limitent les possibilités des communautés de couleur dans les domaines essentiels de l'éducation, de l'égalité économique et de la justice pénale". Et il a également parlé du nouveau campus d'entrepreneurs pour développeurs noirs que la société va inaugurer.⁴⁹ »

Le démocrate Joe Biden, alors candidat à la présidence des États-Unis, s'était à son tour exprimés en faveur des protestations tout en condamnant les violences commises par les manifestants. *« Je m'efforcerai de guérir les blessures raciales qui ont longtemps affligé ce pays - et non de les utiliser à des fins politiques »,* avait-il notamment déclaré le 2 juin 2020⁵⁰. Ce qui n'avait pas manqué de lui valoir le soutien en pointillé de plusieurs leaders de BLM, à l'image de John Sloan III. *« Joe Biden n'était pas mon premier choix. Pas mon deuxième choix. Il n'était pas mon troisième choix. Mais je suis aussi une personne pragmatique, et je pense que Biden sera meilleur pour moi que l'administration Trump.⁵¹ »*

Si on peut donc affirmer que le capital avancé est actuellement « antiraciste », il n'en va pas de même pour les entreprises des secteurs les moins avancés, en particulier ceux où le poids de la main d'œuvre implique des salaires bas donc des immigrés « illégaux », comme l'agriculture industrielle de Californie. Ces entreprises ne sont pas exemptes de pratiques discriminatoires (salaires plus bas et versés irrégulièrement, application presque inexistante du droit du travail, conditions de travail plus dures) vis-à-vis de leurs salariés « de couleur ». Mais cela vise autant les Noirs que les autres travailleurs pauvres venus d'ailleurs.

En conclusion sur la situation des Noirs...

Force est de constater que le racisme anti-Noir a encore de beaux jours devant lui aux États-Unis. Et ce en dépit de classes dominantes qui n'ont plus besoin, ces temps-ci, de la division en races pour assurer leur domination. En effet, les secteurs déterminants du mode de production capitaliste, en Amérique du Nord, considèrent le racisme anti-Noir et le racisme en général comme un obstacle à leur développement, comme une inutile fracture au sein d'une société civile qu'ils voudraient soudée autour de

⁴⁶ Voir : <https://www.washingtonpost.com/graphics/2018/national/segregation-us-cities/>

⁴⁷ Voir : <https://builtin.com/diversity-inclusion/companies-that-support-black-lives-matter-social-justice>

⁴⁸ Google, Apple, Facebook, Amazon, and Microsoft

⁴⁹ Voir : <https://www.cnet.com/news/at-apple-wwdc-tim-cook-takes-a-moment-to-talk-about-black-lives-matter-and-coronavirus/>

⁵⁰ Voir : <https://www.businessinsider.fr/us/joe-biden-black-lives-matter-protests-speech-trump-video-2020-6>

⁵¹ Voir : https://www.washingtonpost.com/national/black-lives-matter-movement-at-a-crossroads-as-biden-prepares-to-take-office/2020/12/01/8ebb95ce-2f26-11eb-860d-f7999599cbc2_story.html

la dictature de la valorisation du capital. L'écrasante majorité des Noirs sont des travailleurs et aussi des consommateurs... Une position, celle du capital avancé aux États-Unis qui pourrait bien sûr changer rapidement si les prolétaires noirs retrouvaient leur place dans la lutte de classe ou si le combat antiraciste se souderait à celui pour l'autonomie politique de la classe ouvrière. Mais aujourd'hui, il n'en est rien. La ségrégation des Noirs n'est plus, et depuis longtemps, un facteur économique constitutif du capitalisme dans cette aire. Elle l'a été en revanche à ses débuts, bien ancrée dans le système esclavagiste et colonial qui a permis l'essor volcanique du capitalisme outre-Atlantique.

« L'esclavage est une catégorie économique comme une autre. Donc il a, lui aussi, ses deux côtés. Laissons là le mauvais côté et parlons du beau côté de l'esclavage : bien entendu qu'il n'est question que de l'esclavage direct, de l'esclavage des Noirs dans le Surinam, dans le Brésil, dans les contrées méridionales de l'Amérique du Nord. L'esclavage direct est le pivot de l'industrie bourgeoise aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans esclavage, vous n'avez pas de coton ; sans le coton, vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce de l'univers, c'est le commerce de l'univers qui est la condition de la grande industrie. Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance. Sans l'esclavage, l'Amérique du Nord, le pays le plus progressif, se transformerait en pays patriarcal. Effacez l'Amérique du Nord de la carte du monde, et vous aurez l'anarchie, la décadence complète du commerce et de la civilisation modernes. Faites disparaître l'esclavage, et vous aurez effacé l'Amérique de la carte des peuples. Aussi l'esclavage, parce qu'il est une catégorie économique, a toujours été dans les institutions des peuples. Les peuples modernes n'ont su que déguiser l'esclavage dans leur propre pays, ils l'ont imposé sans déguisement au nouveau monde⁵² ». Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847.

L'esclavage moderne des Noirs, qualifié de « *purement industriel* » par Karl Marx, a été fondamental pour l'affirmation du mode de production capitaliste aux États Unis.

« Dans le deuxième type de colonies – les plantations – où les spéculations commerciales sont présentes dès le départ et où la production est destinée au marché mondial, le mode de production capitaliste existe, bien que seulement dans un sens formel, puisque l'esclavage des nègres exclut le travail salarié libre, qui est la base de la production capitaliste. Mais l'activité dans laquelle les esclaves sont utilisés est menée par des capitalistes. Le mode de production qu'ils introduisent n'est pas issu de l'esclavage mais s'y greffe. Dans ce cas, la même personne est capitaliste et propriétaire foncier.⁵³ » Karl Marx, *Théories de la plus-value*, 1861-3.

Mais à terme le système capitaliste fondé sur l'esclavage est devenu incompatible avec « *le développement de la société bourgeoise et a disparu avec elle* », a ajouté le fondateur du communisme moderne.

« L'esclavage noir – un esclavage purement industriel – qui est d'ailleurs incompatible avec le développement de la société bourgeoise et disparaît avec elle, suppose du travail salarié, et si d'autres États libres avec du travail salarié n'existaient pas à côté, si, au contraire, les États noirs étaient isolés, alors toutes les conditions sociales qui y règnent se transformeraient immédiatement en formes pré-civilisées⁵⁴ » Karl Marx *Grundrisse*, 1857.

Comment cela s'est-il produit ? Laissons à Karl Marx la charge de l'explication :

« La seule solution réaliste à la question de l'esclavage, qui a de nouveau fait l'objet récemment d'un débat aussi long et violent au Congrès américain. La production américaine de coton est basée sur l'esclavage. Dès que l'industrie atteindra un point où elle ne pourra plus tolérer le monopole américain sur le coton, le coton sera produit en masse avec succès dans d'autres pays, et il n'est guère possible d'y parvenir aujourd'hui, sauf avec des travailleurs libres. Mais dès que la main-d'œuvre libre d'autres pays pourra fournir à l'industrie des quantités suffisantes de coton à un prix inférieur à celui de la main-d'œuvre esclave des États-Unis, l'esclavage américain sera brisé en même temps que le monopole américain du coton et les esclaves seront émancipés, car ils seront devenus inutiles en tant qu'esclaves. Le travail salarié sera aboli en Europe de la

⁵² Chapitre II « La métaphysique de l'économie politique. 1 La méthode, Quatrième observation, in <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/06/km18470615g.htm>

⁵³ Chapitre XII « Tableaux de la rente différentielle et commentaires », traduit par nos soins de : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1863/theories-surplus-value/ch12.htm>

⁵⁴ « *The Chapter on Money (continuation)* » traduit par nos soins de : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1857/grundrisse/ch04.htm>

même manière, dès lors qu'il deviendra non seulement inutile pour la production, mais aussi un obstacle à celle-ci⁵⁵. » Karl Marx et Friedrich Engels, *Nouvelle Gazette rhénane*, Mai-Octobre 1850.

De son côté, le prolétariat international n'avait pas failli à son soutien à la lutte anti-esclavagiste d'une partie de la classe dominante des États-Unis.

« Alors que les ouvriers, véritables puissances politiques du Nord, permettaient à l'esclavage de souiller leur propre république, alors qu'avant le nègre, maîtrisé et vendu sans son accord, ils s'arrogeaient la plus haute prérogative de l'ouvrier à peau blanche de se vendre et de choisir son propre maître, ils n'ont pu atteindre la véritable liberté du travail, ni soutenir leurs frères européens dans leur lutte pour l'émancipation ; mais cet obstacle au progrès a été balayé par la mer rouge de la guerre civile. Les travailleurs européens sont convaincus que, tout comme la guerre d'indépendance américaine a ouvert une nouvelle ère d'ascension de la classe moyenne, la guerre antiesclavagiste américaine fera de même pour les classes ouvrières.⁵⁶ » Karl Marx *Adresse de l'AIT à Abraham Lincoln, président des États-Unis*, 1865.

Une fois gagnée cette bataille essentielle pour le mouvement ouvrier, il lui a fallu s'engager en première ligne dans le combat contre la ségrégation raciale qui a persisté, tel qu'indiqué plus haut, jusqu'aux années 1960 aux États-Unis. Ce combat n'est plus désormais l'alpha et l'oméga de la lutte des classes outre-Atlantique bien qu'il soit toujours d'actualité. Et ce, en raison du caractère éminemment interclassiste, désormais parfaitement compatible avec la formation économique et sociale de ce pays, s'il ne s'étend pas d'emblée à la critique pratique des conséquences de la domination du capital sur le prolétariat : la pauvreté, les bas salaires, le travail pénible, la ségrégation territoriale, la promiscuité dans les logements, l'accès discriminatoire aux soins, la violence exercée par l'État, les milices et les gangs sur les plus faibles et, plus globalement, l'ensemble des conditions de vie et de travail des sans-réserves, qu'ils soient au travail ou pas.

Il n'est donc pas question des Noirs en général comme victimes premières des discriminations mais bien des classes subalternes dans leur totalité, quelles que soient leur couleur de peau et origine, qui font les frais de la domination capitaliste. Si les Noirs américains ont été ou sont encore victimes de discrimination raciale, une partie significative d'entre eux ont pu la surmonter par l'éducation et le travail. Reste sur le bas-côté un gros tiers de Noirs pauvres, travailleurs ou pas, dont les intérêts sont identiques à ceux des autres prolétaires, sans distinction de couleur. Leurs intérêts sont en revanche incompatibles avec ceux du tiers des Noirs aisés. Leur sort est bien davantage lié à la reprise de la lutte de classes qu'à la protestation, certes légitime, contre la discrimination raciale qui survit encore dans la société civile américaine et, malheureusement, continue de diviser en leur sein les classes laborieuses. Si le racisme n'a pas disparu, les Noirs ne constituent pas pour autant une sorte de « peuple-classe » mais bien une fausse communauté composée de plusieurs classes sociales.

Ces temps-ci, l'appartenance de « race » semble primer sur l'appartenance de classe. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Sans remonter à l'époque des *Industrial Workers of the World* (IWW, travailleurs industriels du monde), et au glorieux exemple du *Local 8* des dockers de Philadelphie qui, de 1913 à 1922, organisa, les ouvriers, à parité entre Blancs et Noirs⁵⁷, les vagues de grèves de l'époque du New Deal (1935-1939) virent les Noirs s'impliquer, souvent contre la politique de certains syndicats. Dans l'immédiat après-guerre (1945-1948) et encore de 1968 à 1977, les ouvriers noirs ont montré une combativité exceptionnelle à l'exemple de la *League of Revolutionary Black Workers* (LRBW, ligue des ouvriers noirs révolutionnaires) de Détroit et de ses syndicats de base présents dans plusieurs usines

⁵⁵ Traduit par nos soins de : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1850/11/01.htm>

⁵⁶ Texte présenté à l'ambassadeur américain, Charles Francis Adams, le 28 janvier 1865. Traduit par nos soins de : <https://www.marxists.org/history/international/iwma/documents/1864/lincoln-letter.htm>

⁵⁷ Il y a 100 ans : la grève des dockers de Philadelphie et le Local 8 des IWW in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1338%20FRvF.pdf>

automobiles⁵⁸. Ces organisations prolétariennes tentèrent de lier lutte de classe et lutte contre le racisme, dans et hors de l'usine.

Plus près de nous, en 2006, un mouvement d'immigrés, notamment illégaux, est parvenu à bloquer les secteurs de l'économie américaine qui utilisaient le plu leur force de travail. Cette année-là, des millions de prolétaires ont participé à des manifestations pour protester contre un projet de modification de la politique d'immigration américaine, la loi H.R. 4437, qui prévoyait d'alourdir les peines pour l'immigration illégale et qui permettait de traiter comme des criminels les étrangers en situation irrégulière ainsi que toute personne les ayant aidés à rentrer ou à rester aux États-Unis. Ces mobilisations d'une ampleur exceptionnelle ont été appelées par des organisations de base (souvent religieuses) surprenant par leur détermination.

Les agitations ont débuté à Chicago, le 10 mars 2006, avec 100 000 manifestants et se sont poursuivies dans les principales villes du pays pendant huit semaines d'affilée. Le défilé le plus nombreux s'est tenu le 25 mars 2006 dans le centre-ville de Los Angeles. Fort de 500 000 à un million de participants il a interrompu la plupart des activités économiques de la ville. Le 10 avril 2006, se sont tenues des manifestations dans 102 villes du pays, dont celle de 350 000 à 500 000 personnes de toutes origines et « couleurs » à Dallas. Ce n'est pas un hasard si les tenants de l'antiracisme et autres BLM (fondé en 2013) ignorent ces mouvements car ils ont une nature de classe différente de ce qu'ils préconisent. Les journées de 2006 ont fourni la preuve concrète que des prolétaires victimes de formes spécifiques d'oppression ont la capacité de trouver dans leur position dans la production capitaliste l'élément unificateur de leurs combats particuliers et, par-là, le levier de leur libération.

Capital et communautés illusoires

Le capital dans son mouvement de révolution permanente des conditions existantes dissout les anciennes classes en les plongeant dans le prolétariat ou en accroissant les rangs de la bourgeoisie et des rentiers. Dans son mouvement, il détruit aussi la base économique des anciennes communautés tout en conservant – et même en développant – leurs apports idéologiques, telles la religion et l'identité raciale, qui lui sont utiles pour diviser les classes subalternes. Les communautés ainsi revues et corrigées par la valorisation du capital se refondent comme communautés illusoires à l'image de celle des Noirs.

« Si l'expression consciente des relations réelles de ces individus est illusoire, si dans leur imagination ils bouleversent la réalité, alors celle-ci est à son tour le résultat de leur mode d'activité matériel limité et des relations sociales limitées qui en découlent⁵⁹. » Karl Marx. *L'idéologie allemande*, 1845.

Le capitalisme a besoin que les marchandises s'échangent entre producteurs libres, séparés les uns des autres. C'est pourquoi la société capitaliste, bien davantage que toute autre société divisée en classes sociales distinctes qui l'a précédée, œuvre activement à la destruction des rapports sociaux et des communautés préexistantes qui entravent l'accumulation du capital. Destruction qui cependant n'est jamais irréversible, ni complète comme dans le cas de l'esclavage.

« Le système du travail salarié est, par conséquent, un système d'esclavage et, à vrai dire, un esclavage d'autant plus dur que se développent les forces sociales productives du travail, quel que soit le salaire, bon ou mauvais, que reçoit l'ouvrier⁶⁰. » Karl Marx, *Critique du programme de Gotha* 1875.

Le capital et son système « offrent » aux individus la possibilité d'appartenir à toutes sortes de communautés illusoires fondées, toutes, sur l'occultation de la division de la société en classes

⁵⁸ DRUM chez Dodge, ELRUM, JARUM et MARUM chez Chrysler. (RUM est l'acronyme de *Revolutionary Union Movement*.) Voir : « *Class, Race, and Worker Insurgency: The League of Revolutionary Black Workers* » James A. Geschwender, et, en français, « *Detroit : pas d'accord pour crever Une étude de la révolution urbaine (1967 - 1975)* » Dan Georgakas et Marvin Surkin.

⁵⁹ Partie I : *Fenerbach A. L'idéologie en général et en particulier l'idéologie allemande* [4. *The Essence of the Materialist Conception of History. Social Being and Social Consciousness*] Voir : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1845/german-ideology/ch01a.htm>

⁶⁰ *Critique du programme de Gotha*, partie 2 in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1875/05/18750500b.htm>

antagoniques. L'individu écartelé en ses multiples appartenances à des communautés fictives s'écarte jusqu'à l'oublier la véritable place qu'il occupe dans la société du capital. Contrairement à la communauté prolétarienne en lutte contre le capitalisme, la « communauté nationale », comme toute autre communauté illusoire (dont les dites communautés religieuses et raciales), est fondée sur une mystification fondamentale : l'occultation des rapports sociaux, la négation (ou la relativisation, ce qui revient au même) de l'existence de classes aux intérêts opposés. Toute société divisée en classes construit ses mythes, sa conception de l'histoire, du monde et des individus. En toutes circonstances, ces sociétés fondées sur l'antagonisme visent à établir un trait d'union entre classes dominantes et classes dominées.

Le capitalisme a besoin d'individus isolés, disposés à lui prêter contre revenu leur force productive et leur docilité. La docilité, la collaboration de classe est renforcée par la division des prolétaires par leur adhésion à toutes sortes de communautés apparentes, dont avant tout celle dite nationale parfaite par l'exercice de la démocratie. Des communautés fictives qui tendent à effacer la détermination sociale de classe exploitée.

« Une conséquence immédiate du fait que l'homme est rendu étranger au produit de son travail, à son activité vitale, à son être générique, est celle-ci : l'homme est rendu étranger à l'homme. Lorsque l'homme est en face de lui-même, c'est l'autre qui lui fait face. Ce qui est vrai, du rapport de l'homme à son travail, au produit de son travail et à lui-même, est vrai du rapport de l'homme à l'autre ainsi qu'au travail et à l'objet du travail de l'autre. D'une manière générale, la proposition que son être générique est rendu étranger à l'homme, signifie qu'un homme est rendu étranger à l'autre comme chacun d'eux est rendu étranger à l'essence humaine. L'aliénation de l'homme, et en général tout rapport dans lequel l'homme se trouve avec lui-même, ne s'actualise, ne s'exprime que dans le rapport où l'homme se trouve avec les autres hommes. Donc, dans le rapport du travail aliéné, chaque homme considère autrui selon la mesure et selon le rapport dans lequel il se trouve lui-même en tant qu'ouvrier⁶¹. » Karl Marx, *Manuscrits économique-philosophiques*, 1844.

Malheureusement, les XIX^e et XX^e siècles, de même que celui dans lequel nous nous trouvons, ont vu le prolétariat à son tour happé dans les filets des communautés illusoires et, par-là, divisé, nié comme classe quand il défend « son » entreprise, « son » pays, « sa » région, « sa » « race », « sa » religion, etc. Les classes qui dominent au sein du rapport social du capital ne se montrent pas indifférentes aux rapports sociaux préexistants et qui éventuellement perdurent en marge du monde capitaliste. Quand ces rapports sociaux surannés s'avèrent utiles à l'accumulation de capital, elles n'hésitent pas à s'en servir, à les intégrer dans leurs dispositifs complexes de domination. En revanche, lorsqu'ils deviennent un obstacle au développement du capital, les classes dominantes et leurs États n'hésitent pas à les briser. Ce fut le cas pour l'esclavagisme qui pourtant survit sous des formes compatibles avec l'ordre existant.

L'ONG *Anti-slavery International* les indique précisément⁶² :

« L'esclavage moderne prend de nombreuses formes. Les plus courantes sont les suivantes :

- La traite des êtres humains. Le recours à la violence, aux menaces ou à la coercition pour transporter, recruter ou héberger des personnes afin de les exploiter à des fins telles que la prostitution forcée, le travail, la criminalité, le mariage ou le prélèvement d'organes.

- Le travail forcé. Tout travail ou service que des personnes sont contraintes d'effectuer contre leur volonté sous la menace d'une punition.

- La servitude pour dettes/par le travail forcé. La forme d'esclavage la plus répandue dans le monde. Les personnes prises au piège de la pauvreté empruntent de l'argent et sont forcées de travailler pour rembourser leur dette, ce qui leur fait perdre le contrôle de leurs conditions de travail et leur dette.

- L'esclavage basé sur la descendance. Forme la plus traditionnelle, où les gens sont traités comme des biens et où leur statut d'"esclave" a été transmis par la mère.

- L'esclavage des enfants. Lorsqu'un enfant est exploité pour le bénéfice d'autrui. Cela peut inclure la traite des enfants, les enfants soldats, le mariage d'enfants et l'esclavage domestique des enfants.

⁶¹ Premier manuscrit des *Manuscrits économique-philosophiques*, Section « Le travail aliéné », [XXIV] huitième paragraphe, in https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000_3.htm

⁶² Traduit par nos soins de : <https://www.antislavery.org/slavery-today/modern-slavery/>

- *Le mariage forcé et précoce. Lorsqu'une personne est mariée contre sa volonté et ne peut pas partir. La plupart des mariages d'enfants peuvent être considérés comme de l'esclavage.* »

En outre, l'esclavage règne encore sans partage dans la sphère de la reproduction, au sein de la famille moderne. Si ce n'est pas ici le lieu d'approfondir cette question pourtant centrale de la critique des sociétés divisées en classes, il convient de rappeler que :

« *La famille conjugale moderne est fondée sur l'esclavage domestique, avoué ou voilé, de la femme, et la société moderne est une masse qui se compose exclusivement de familles conjugales, comme d'autant de molécules.* »⁶³ Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884.

L'intersectionnalité, un instrument contre-révolutionnaire de division du prolétariat

À l'origine du concept

L'intersectionnalité est née à la fois comme un modèle d'analyse de la domination sociale et comme un instrument politique pour la transformer. Le terme intersectionnalité (*intersectionality* en anglais) a été forgé, par la juriste Kimberlé Williams Crenshaw, également militante féministe et pour les droits civiques, et est apparu pour la première fois en 1991 dans une revue de droit. À ses débuts, la théorie intersectionnelle se constitue en appendice du droit bourgeois en vue de faire reconnaître et de permettre la sanction légale de ce qui est alors nouvellement analysé comme des formes combinées de discrimination, les préjudices « intersectionnels » étant jusqu'alors dissociés⁶⁴.

À partir de 2010, l'intersectionnalité monte en puissance, tant aux États-Unis qu'en Europe, propulsée par le renouveau du mouvement féministe et le recyclage du tiers-mondisme dans le courant « décolonial ». Elle est aujourd'hui fréquemment invoquée par les tenants de la lutte contre les discriminations, de l'antiracisme et du combat pour la « justice sociale ».

Principalement, l'intersectionnalité se manifeste comme un courant de pensée transdisciplinaire visant à appréhender la complexité des dominations et des inégalités sociales par une approche intégrée des identités. L'analyse intersectionnelle réfute le cloisonnement et la hiérarchisation des grands axes de la différenciation sociale que sont les catégories de sexe/genre, classe, « race », ethnicité, âge, handicap et orientation sexuelle. Elle entend aller au-delà d'une simple reconnaissance de la multiplicité des « systèmes d'oppression » et postule leur interaction dans la production et la reproduction des oppressions.

Néanmoins, en pratique et sur le plan politique, les militants intersectionnels marquent presque toujours leur priorité pour une situation d'oppression particulière et pour la population afférente (laquelle n'est jamais la « classe »), elle-même subdivisible en groupes identitaires subissant une oppression toute

⁶³ *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* II La famille 4. La famille monogamique, in <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000h.htm>

⁶⁴ En octobre 2016, Crenshaw est revenue sur l'origine et le sens de cette notion. Elle explique que sa réflexion est partie d'un fait de justice, l'affaire DeGraffenreid vs General Motors. En 1976, Emma DeGraffenreid et d'autres travailleuses africaines-américaines portent plainte contre leur ex-employeur, la General Motors Assembly Division de Saint-Louis. Elles mettent en cause la politique d'embauche, d'ancienneté et de licenciement du constructeur automobile qui, selon elles, perpétue des pratiques discriminatoires, désormais illégales, à motifs sexuel et racial. Mais la particularité de cette affaire réside en ce que l'accusation invoque une forme de discrimination spécifique associant ces deux motifs, argument rejeté par le tribunal : « *Les plaignants allèguent qu'ils intentent une action en justice en tant que femmes noires et que, par conséquent, cette action tente de combiner deux causes d'action en une nouvelle sous-catégorie spéciale, à savoir une combinaison de discrimination fondée sur la race et le sexe. La cour note que les plaignants n'ont pas cité de décisions ayant déclaré que les femmes noires constituaient une catégorie spéciale devant être protégée contre la discrimination.* » Pour Crenshaw, cette affaire illustre une double injustice, car à la discrimination que subissent ces femmes noires s'ajoute leur non-reconnaissance par la loi comme groupe minoritaire « à protéger ». Elle aura dès lors à cœur de colmater cette « faille du droit ». Conférence TEDWomen : https://www.ted.com/speakers/kimberle_crenshaw

Pour l'affaire DeGraffenreid vs General Motors, se reporter notamment à :

- <https://law.justia.com/cases/federal/district-courts/FSupp/413/142/1660699/>
- <https://www.casemine.com/judgement/us/59149490add7b049345bf04d>

spécifique. Crenshaw, par exemple, témoigne d'une préférence pour la cause des femmes africaines-américaines, auxquelles elle s'identifie. Elle entend « *témoigner de la violence et de l'humiliation quotidiennes auxquelles sont confrontées tant de femmes noires, quels que soient leur couleur [sic], leur âge, leur expression de genre, sexualité ou aptitudes* »⁶⁵. De la sorte, elle veut affirmer la pertinence de la catégorie intersectionnelle « femmes noires » – au croisement d'une oppression de genre et d'une oppression raciale – laquelle peut être ensuite augmentée de catégories supplémentaires (« femmes noires âgées », « femmes noires lesbiennes », « femmes noires handicapées », etc.).

Une idéologie qui trempe dans l'indifférentisme philosophique

Le rejet par principe d'une hiérarchisation des axes de la différenciation sociale, à défaut de l'abolir réellement, exprime et induit une grande confusion et plusieurs erreurs théoriques majeures. La première et la plus importante est l'assimilation de phénomènes sociaux objectivement irréductibles ainsi que leur mise en équivalence forcée, principalement l'exploitation et l'oppression. Une opération d'aplanissement du réel qui a pour corollaire l'ignorance, délibérée ou non, des rapports de production. La « classe » des théories intersectionnelles met aux prises richesse et pauvreté, condamne inégalités matérielles et exclusion économique, mais ne tient nul compte de la valeur, du profit ou du salariat et nie, tout simplement en l'occultant, le rapport d'exploitation.

L'exploitation, il est aisé d'en convenir, n'a pourtant pas les mêmes ressorts ni la même portée que, par exemple, la répression des sexualités dites minoritaires ou la relégation des personnes âgées. Elle y est, de plus, fondamentalement indifférente. En effet, l'exploitation est le mécanisme par lequel se reproduit et s'étend le mode de production capitaliste (MPC) en extorquant la plus-value du travail des prolétaires. Et si toutes les sociétés divisées en classes ont reposé sur des antagonismes, l'exploitation spécifiquement capitaliste renvoie à la relation entre la classe bourgeoise et la classe prolétaire, médiatisée par le salaire. À toutes fins utiles, dans le sillage de Marx et d'Engels, voici ce que nous écrivions au sujet de l'exploitation capitaliste :

*« Le capital est valeur qui se valorise uniquement par la consommation de force de travail. Son unique intérêt est de pouvoir se servir de la valeur d'usage de cette marchandise particulière le plus longtemps possible et au moindre prix pour produire des marchandises qui contiennent le maximum de travail non payé – donc de valeur non payée, en surplus par rapport à la valeur exprimée par le salaire – tout en possédant individuellement la plus petite valeur possible. Cette plus-value est le produit spécifique de la force de travail des ouvriers employés de façon capitaliste. Dès qu'il y a séparation des producteurs de leurs moyens de travail, c'est-à-dire dès que le travail est subsumé formellement au capital, le but de la production devient l'extorsion de la plus-value. Cette dernière est et reste le produit du surtravail que l'ouvrier accomplit après avoir remplacé la valeur représentée par son salaire. Ses changements de forme ne modifient en rien ce fait, il n'y a pas une forme de surtravail moins pénible que l'autre, même si dans le cas de la plus-value absolue le prix du travail baisse absolument, alors que dans le cas de la plus-value relative le prix du travail peut monter. »*⁶⁶

La seconde erreur théorique est le produit direct de cette indistinction conceptuelle. Les diverses formes d'oppression – postulées égales et « s'intersectionnant » – sont extirpées des relations de causalité dans lesquelles elles apparaissent historiquement. Oppressions *sui generis*, le racisme ou le patriarcat passent alors pour procéder d'eux-mêmes, au lieu de se présenter comme des expressions contingentes de la domination de l'homme sur l'homme ancrées dans des modes de production fondés sur les antagonismes de classes, capitaliste et précapitalistes. Produite et/ou reproduite par les rapports de classes, l'oppression (et à plus forte raison toutes ses formes) n'est jamais en soi la cause efficiente principale d'elle-même.

C'est en cela que l'approche intersectionnelle est typique de l'indifférentisme philosophique, qui renonce délibérément à explorer les rapports de causalité et tourne ainsi le dos au déterminisme marxiste ainsi résumé par Karl Marx :

⁶⁵ Conférence TEDWomen, 2016, *op. cit.*

⁶⁶ Mouvement Communiste, *Les Modalités de l'exploitation capitaliste.*

Voir : http://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/dtmc_3_modalites_exploitation.pdf

« Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse – des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus ; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine.⁶⁷ » Karl Marx, Préface à la Critique de l'économie politique, 1859.

Intersectionnalité et politique d'identité

L'intersectionnalité se présente comme une tentative d'articulation théorique d'une nouvelle sorte de politique, apparue d'abord, aux États-Unis, à la fois dans des laboratoires universitaires et des milieux militants : la « politique d'identité » (*identity politics*). Celle-ci propose une redéfinition aussi totale que sommaire des rapports sociaux, en écrasant sur son passage les antagonismes des sociétés divisées en classes, en particulier ceux propres au mode de production capitaliste.

Elle proclame que les « identités » (de sexe/genre, « race », orientation sexuelle, etc.) et leurs intersections règlent les comportements humains, ordonnent les rapports de force et donc attribuent les positions sociales. Loin de résorber les entraves à la réalisation de la nature sociale des individus, la politique d'identité résume et même assigne ces derniers à leurs supposées appartenances, exaltant les séparations et célébrant l'authenticité des différences – avec fierté et douleur tout à la fois.

Plus précisément, tel que l'écrit l'essayiste Laurent Dubreuil, la politique d'identité repose sur une « vision déterministe de l'identité individuelle qui, rapportant cette dernière à un être social collectif prédéfini et référentiel, en tire argument pour une éventuelle modification de la domination. Selon cette approche, chaque identité relève forcément de la politique, car celle-ci ne connaît point de bornes. Pour changer l'oppression, il est nécessaire de reconnaître, d'exprimer, de protéger la douleur et la peine qui font les identités minorées. Puisqu'il est quasi impossible de changer de place ontologique, la description de la souffrance et de l'expérience fondatrices de soi vise surtout à désigner qui fait partie de quel même, à

⁶⁷ Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1859/01/km18590100b.htm>

*conforter verbalement les sujets dans ce qu'ils sont, à faire honte à leurs ennemis, à censurer des propos ou des formes qui contreviendraient à l'établissement du paradigme identitaire et à la victoire des revendications spécifiques.*⁶⁸ » Laurent Dubreuil, *La Dictature des identités*, 2019.

L'identité (toutes les identités) est érigée en politique dès lors qu'elle devient le siège d'intérêts spécifiques, ici de type communautaire, basée sur des revendications répondant à autant de blessures rapportées à une population opprimée, ou perçue comme telle. Tout ou presque, dans le vaste champ de l'expérience sociale, peut donner prétexte à la reconnaissance d'une identité ; chaque dimension, ou presque, de l'individualité peut être rattachée à une identité et absorbée par elle.

Ces identités sont fixes (ce sont des sociotypes) et multiples, de plus elles peuvent s'imbriquer pour former de nouvelles identités à leurs « intersections ». Au croisement des identités noire, féminine et lesbienne, par exemple, existe une identité particulière et pertinente, celle de femme noire lesbienne, et qui peut se prévaloir d'endurer des vexations uniques en leur genre – leur incommensurabilité les place d'ailleurs très haut sur l'échelle des souffrances identitaires. Or la souffrance vécue dans son identité ouvre des droits, ainsi qu'une sorte de dignité, à être écouté, accepté, respecté, célébré *en tant que représentant d'une population opprimée*.

Cette souffrance particulière, et incommunicable en ce qu'elle est une propriété essentielle de ceux qu'elle accable, renferme un projet politique à caractère séparatiste. L'identité opprimée ne peut en effet se retrouver qu'en elle-même et n'est pleinement supportable que dans des « espaces sécurisés » (*safe spaces*) qui lui sont exclusivement réservés. Elle est sa propre fin. Elle tend vers une contre-société interstitielle, sans ingérence d'identités aliènes, et si elle se porte au-devant de la société, c'est pour y négocier la place qui lui revient en tant que telle, pour réclamer son dû (ses quotas, son temps d'antenne...) et non pour s'y mêler et s'y fondre, encore moins pour la dépasser.

Ses dépositaires sont notamment investis de la mission de défendre leur héritage contre toute spoliation, toute « appropriation culturelle ». Cette dernière notion est révélatrice des implications profondément réactionnaires de la politique d'identité, s'engageant toujours plus loin sur la voie de l'essentialisation des pratiques et des savoirs, de la réduction de l'individu social à une seule (ou quelques-unes) de ses dimensions. En tendance, l'intégralité des fruits de l'industrie et de l'esprit humains sont exposés à la réclamation identitaire. Ils sont susceptibles d'être interdits de circulation, cantonnés à un pré carré, sortis de la culture universelle. La ségrégation jusqu'aux idées, tel est l'horizon ultime de la politique d'identité.

Intersectionnalité et antiracisme : le tour de force racialisateur

Parmi les produits que l'idéologie intersectionnelle met en étalage, il en est un plus pernicieux que les autres : ses partisans le nomment « antiracisme politique », et ses opposants, dont nous sommes, « racialisme ». Il avait pu sembler acquis, en Europe et ailleurs, que la notion de race, longtemps dominante et tenue pour objective, était définitivement discréditée. Elle appartenait à un passé honteux ou, au présent, à l'arsenal idéologique de l'extrême droite raciste. Mais depuis quelques années, la « race » revient en force sur le devant de la scène intellectuelle et militante. Elle se trouve au cœur d'un nouveau paradigme qui pourrait devenir majoritaire au sein de la gauche et de l'extrême gauche de nombreux pays⁶⁹ et qui se perçoit comme un mouvement d'« éveil » (*wokeness*) entendant remplacer les conceptions réputées dépassées d'un antiracisme universaliste récusant la division de l'humanité en races⁷⁰.

⁶⁸ *La Dictature des identités*, Gallimard, coll. « Le Débat », p. 14

⁶⁹ Un paradigme qui suscite néanmoins une opposition croissante, en France notamment, où il sert d'épouvantail à diverses forces politiques bourgeoises allant du Parti socialiste à l'extrême droite, en passant par la majorité présidentielle centriste. Sur le fond théorique, son caractère particulariste et essentialiste contrarie les prétentions « universelles » de la République *qui ne fait pas de distinction entre ses enfants*. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles son implantation en France est plus difficile qu'aux États-Unis, au grand dam de la presse démocrate américaine. Le *New York Times* titrait le 9 février 2021 : « *Les idées américaines menacent-elles la cohésion française ?* », une occasion d'affirmer que « *ces théories sont des outils aidant à éclairer les angles morts d'une nation de plus en plus diversifiée qui rechigne encore à faire mention de la race, qui ne s'est toujours pas*

Car la société serait composée de Blancs et de « racisés », et les identités raciales distribueraient les positions dans les rapports sociaux à la faveur d'un « racisme systémique » – un racisme quasiment ontologique, un racisme intrinsèque aux sociétés européennes et américaines depuis la traite des Noirs et les colonisations, un racisme indifférent aux opinions et choix individuels et/ou collectifs, et finalement un racisme inaccessible à la conscience des « dominants » (les Blancs)⁷¹. Le racisme serait même constitutif de la « blanchité » dont il constituerait une caractéristique indépassable. En 2020 pourtant, Kimberlé Crenshaw commentait l'évolution de l'usage de l'intersectionnalité : « *Il y a eu une distorsion [de ce concept]. Il ne s'agit pas de politique identitaire sous stéroïdes. Ce n'est pas une machine à faire des mâles blancs les nouveaux parias.*⁷² »

La « race » est élevée au rang de principe supérieur de l'organisation sociale et, d'un même mouvement, vantée comme l'avenir même de l'antiracisme. Et les « races sociales »⁷³, porteuses d'intérêts politiques, sont donc situées en opposition. Le produit politique de l'intersectionnalité se présente donc, et avant tout, dans la négation du combat du prolétariat dès lors que les ouvriers blancs, parce que blancs tout comme les membres de la bourgeoisie, sont racistes de manière « structurelle » en vertu de leur « appartenance raciale privilégiée » comme l'avancent les « antiracistes » racialisateurs.

Parler de racialisme revient par conséquent à porter l'accusation contre ceux qui réactivent la notion de race et accréditent sa validité. S'il se trouve parmi eux des militants antiracistes sincères qui croient que leur combat peut aboutir par ces voies, il est grand temps qu'ils se détrompent et, à tout le moins, se dissocient avec clarté de l'entreprise racialisatrice en cours. Le racisme est une idéologie qui à l'instar du nationalisme érige des communautés illusoires (les « races » pour l'un, les nations pour l'autre), qu'on peut considérer comme dénuées de fondements matériels. Cependant, *bis repetita jurant*, ces idéologies acquièrent une force matérielle, réelle. L'histoire des deux derniers siècles a amplement montré ce à quoi on est en droit de s'attendre.

confrontée à son passé colonial et qui associe souvent les aspirations des minorités à des politiques identitaires ». Voir : <https://www.nytimes.com/fr/2021/02/09/world/europe/France-universites-decolonialisme-woke.html>

⁷⁰ Voir, par exemple : lemonde.fr/societe/article/2020/06/18/1-antiracisme-en-france-de-l-ideal-universaliste-aux-luttes-categorieelles_6043332_3224.html et https://www.liberation.fr/debats/2019/06/16/misere-de-l-antiracisme-politique_1734167/

⁷¹ Les racialistes ont néanmoins élaboré des propositions simples, pour ne pas dire des injonctions, à destination de leurs « alliés » de la piteuse « gauche blanche » : prendre conscience de leurs prétendus privilèges – par un renversement saisissant, ne pas être discriminé en raison de sa couleur de peau est en effet un privilège et non l'horizon du souhaitable que l'on revendiquerait pour tous – et y renoncer, on ne sait trop comment... À ce propos, le philosophe et militant français Pierre Tevanian s'est prononcé sur les combats à mener par la « gauche antiraciste ». Puisque « *Blanc n'est en effet pas une catégorie raciale, mais une catégorie sociale* », alors « *La dernière solution consiste à être autant que possible aux côtés des discriminés, des sans-papiers, des filles voilées exclues de l'école, des émeutiers emprisonnés, de toutes celles et tous ceux qui luttent contre l'impunité policière – à être en somme partout où des non-Blancs se réunissent pour combattre la domination blanche* » in Sylvie Laurent et Thierry Leclère (dir.), « *De quelle couleur sont les blancs ?* », La Découverte, 2013.

⁷² Voir : <https://time.com/5786710/kimberle-crenshaw-intersectionality/>.

⁷³ Ainsi que le soulignaient les auteurs d'un des premiers textes dirigés contre ce « nouveau paradigme », « *décider des critères qui seront signifiants pour séparer et hiérarchiser groupes et sous-groupes revient à instituer un ensemble de normes. Pour les êtres humains par exemple, la couleur de la peau se retrouve instituée comme critère présidant à la séparation des groupes. En d'autres termes, la validité d'une telle classification ne procède que de ses propres présupposés : pour trouver des "races", il faut d'abord considérer qu'il faut qu'elles existent.* » Ils ajoutaient, à propos de l'expression « races sociales » portée par les « antiracistes politiques », que « *dans tous les cas, il n'y a jamais eu d'autres "races" que des "races sociales", en tout cas construites socialement, même lorsque la race fut déguisée sous des dehors scientifiques. C'est pourquoi la démarcation "sociale", cette distinction que voudraient opérer les néo-racialistes d'avec le racialisme du XIX^e siècle n'a pas lieu d'être, à moins de reconnaître la scientificité biologique des "races"* ». Collectif, « *La race comme si vous y étiez ! Une soirée de printemps chez les racialistes* », 2016, 236 p. Disponible au format PDF à l'adresse suivante : fichier-pdf.fr/2017/07/01/juliette-race/

« Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles⁷⁴. » Karl Marx, Friedrich Engels *Le Manifeste du Parti communiste*, 1847.

Une impasse contre-révolutionnaire

C'est sans aucun doute l'aspect le plus anti-ouvrier de l'intersectionnalité, dans le camp racialisé, la substitution de la « race »⁷⁵) à la classe avec pour corollaire une surdétermination de son impact dans l'organisation des rapports sociaux. L'appartenance de classe et l'antagonisme de classe propre à la société du capital ainsi vidés de leur substance, l'intersectionnalité n'est rien d'autre qu'une nouvelle idéologie interclassiste, plus ou moins sophistiquée selon les auteurs. Elle défend, en son centre, l'idée selon laquelle les Blancs, quelle que soit leur position dans les rapports sociaux, constituent des oppresseurs « systémiques » des Noirs ; ce qui revient de facto à diviser la classe ouvrière sur une base de couleur et vise à empêcher les ouvriers noirs, blancs, etc. de lutter ensemble pour leurs intérêts de classe.

Non seulement, l'intersectionnalité agit en instrument de dilution de la conscience de classe, de promotion de l'interclassisme et de fractionnement du prolétariat, mais elle canalise des velléités de radicalité politique vers des expressions compatibles avec la dictature du capital. D'ailleurs des secteurs entiers de la bourgeoisie des pays les plus développés « militent » pour des sociétés « *d'ouverture, d'inclusion et de diversité*⁷⁶ », reprenant à leur compte certains chapitres de l'agenda intersectionnel. Pour autant les classes dominantes savent en user autrement, et leurs représentants qui jurent aujourd'hui que « les vies noires comptent » (« *Black lives matter* ») pourraient troquer ce crédo contre de bien différents quand ils le jugeront opportun. Tout facteur de séparation au sein de la classe exploitée peut leur être utile au gré des circonstances politiques générales et des affrontements internes au capital, dans un sens comme dans l'autre. Puissant agent de diversion de la lutte des classes, la polarisation identitaire, qu'elle soit à la sauce BLM ou à la sauce MAGA (« *Make America great again* »), les États-Unis des dernières années en témoignent, ne manque pas de trouver des sponsors intéressés dans le camp bourgeois.

Si les relations entre l'exploitation capitaliste et les différentes sortes d'oppression peuvent fluctuer et sont marquées du sceau de l'opportunisme, le mode de production capitaliste fournit un cadre propice à la perpétuation et au renouvellement de l'oppression. En particulier, **l'oppression des femmes**, héritage des sociétés précapitalistes remontant vraisemblablement aux premiers stades de la division des sociétés en classes, occupe encore une place centrale, et unique, dans le mode de production présent. Elle s'enracine dans la famille, lieu jusqu'ici irremplaçable de la reproduction de la force de travail, et de l'espèce en général.

Le prolétariat révolutionnaire reconnaît dans le mouvement des femmes contre la famille et contre l'esclavage domestique un allié stratégique essentiel dans sa lutte pour le communisme. Réciproquement, l'émancipation réelle des femmes ne saurait advenir sous le joug du capital car ce dernier, dans son mouvement qui révolutionne sans cesse la société civile, éprouve certes les liens

⁷⁴ Partie II « *Prolétaires et communistes* ».

Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm>

⁷⁵ S'appliquant à l'étude de la France, Françoise Vergès veut « *considérer la racisation comme un élément d'oppression structurelle* » (in « *L'intersectionnalité et ses critiques* », L'Observatoire, 2020, p. 40-41). Elle avance que « *nier la racialisation de la société française, ou insister sur le fait que les discriminations ont aussi touché des groupes dits "blancs" (émigrés italiens, polonais, espagnols...), contribue à marginaliser le rôle de la colonie dans la fabrication de l'identité française et l'existence de sa couleur fantasmée* » car « *La fin des empires coloniaux, les nouvelles émergences, les nouvelles formes de mondialisation n'ont pas mis fin à l'organisation racialisée et sexuée du monde du travail, ni à la présence de la "ligne de couleur" qui traverse le monde de la consommation et celui de la production. Cependant, malgré cette cartographie de la couleur, des solidarités transnationales et transcontinentales ont vu le jour, l'antiesclavagisme et l'anticolonialisme en sont des témoignages. L'exploitation n'a pas toujours eu une couleur. Cette couleur est fragile. Il faut la réinvestir régulièrement et la nourrir de fantasmes, de représentations, de discours qui désignent le coupable de ses propres angoisses, de ses propres peurs, un coupable qui permet de les incarner* » in Sylvie Laurent et Thierry Leclère (dir.), « *De quelle couleur sont les blancs ?* », La Découverte, 2013.

⁷⁶ Ce discours est reproduit par des associations, des groupes politiques mais aussi des grandes entreprises comme la SNCF, Nestlé, Apple, Nike, etc.

familiaux mais ne parvient pas à dépasser la famille comme unité de reproduction. La progression de la socialisation marchande de certaines tâches de la reproduction auparavant assurées par la famille (livraisons, plats préparés, mécanisation électroménagère, services domestiques, industries de l'éducation et de la santé, etc.) ne change pas fondamentalement cette donne. L'abolition de la famille n'est pas à l'ordre du jour du capital, elle se décompose et se recompose, mais reste jusqu'à preuve du contraire au centre du jeu de la reproduction sociale.

Il va sans dire que le « programme » intersectionnel, même dans sa version maximum, n'est pas en mesure de résoudre l'oppression des femmes, ne l'attaquant pas à sa racine ; et cette observation vaut pour les multiples causes spécifiques dont l'intersectionnalité théorise et favorise l'éclatement en communautés illusoire, pour en appeler ensuite à une « convergence des luttes » identitaires étanches entre elles en l'absence concrète de toute lutte de classe.

Le paradigme identitaire intersectionnel non seulement constitue un obstacle à « l'union grandissante des travailleurs » (selon l'expression du *Manifeste*), mais, en ce qui concerne les luttes « sectorielles », il affirme l'existant plutôt que d'œuvrer à son dépassement. Il est à ce titre une force de conservation, clouée à jamais au rapport social dominant dans une posture de contestation subalterne.

Le combat révolutionnaire de la classe prolétarienne, cher aux communistes, et bien qu'assez éloigné des préoccupations des chantres de l'intersectionnalité, se situe aux antipodes d'une politique identitaire. Les prolétaires, dans leur immense majorité, ne chérissent pas leur condition d'exploités – la « classe en soi », moyen de l'accumulation du capital fabriqué par lui, pour lui. Au contraire, ils cherchent à s'en extraire soit de manière isolée, soit en s'organisant collectivement.

« La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique⁷⁷. » Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847.

La constitution du prolétariat en « classe pour soi » ne désigne rien d'autre que le processus d'unification de la classe dans la lutte pour s'emparer du pouvoir et, en définitive, abolir le rapport social du capital ; le prolétariat est donc lui-même voué à disparaître comme classe issue de ce même rapport social.

Loin de s'appesantir sur son « identité », le prolétariat en mouvement crée par ses luttes politiques autonomes les bases matérielles de son propre dépassement en tant que classe de cette société. En un mot comme en mille, le combat ouvrier est la négation active de la condition ouvrière. Soit exactement l'inverse de la proposition identitaire qui mythifie cette condition et voue un culte au producteur, à sa force, sa simplicité, sa décence voire sa souffrance, dans les traditions sociale-démocrate et stalinienne notamment. Lesquels mythes et cultes ont fort heureusement été balayés, d'abord par la mécanisation du travail propre à la soumission réelle des forces productives au capital, et ensuite par l'assaut révolutionnaire de l'ouvrier collectif des années 1960-1970. Assaut qui s'est incarné dans des luttes et des organisations politiques autonomes de la classe exploitée exprimant massivement le « refus du travail salarié » par l'affirmation du pouvoir ouvrier dans l'atelier, l'usine, les quartiers prolétariens et plus largement dans les territoires productifs des citadelles du capital.

« De ce rapport du travail aliéné à la propriété privée, il résulte en outre que l'émancipation de la société de la propriété privée, etc., de la servitude, s'exprime sous la forme politique de l'émancipation des ouvriers, non pas comme s'il s'agissait seulement de leur émancipation, mais parce que celle-ci implique l'émancipation universelle de l'homme ; or celle-ci y est incluse parce que tout l'asservissement de l'homme est impliqué dans le rapport de l'ouvrier à la production et que tous les rapports de servitude ne sont que des variantes et des conséquences de ce rapport⁷⁸. » Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Premier manuscrit, 1844.

MC/KPK, le 06 avril 2021

⁷⁷ Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/06/misere.pdf>

⁷⁸ Voir : https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000_3.htm